

TERRORISME

Historiquement et selon tous les dictionnaires, le terme « terrorisme » est apparu dans la langue française pour désigner la Terreur Robespierrienne des années 1793-94. Ce fut là, pendant très longtemps, le seul ou à tout le moins le principal usage du mot (on le trouve encore dans le *Dictionnaire de l'Académie française* de 1932). L'étymologie présente donc ici un double intérêt : d'une part, elle montre que le terrorisme peut constituer une politique d'État à l'encontre de sa propre population, y compris d'un État démocratiquement légitime selon les critères de son époque ; d'autre part, elle souligne que le mot est né dans un contexte non problématique puisque le terme de « terreur » était revendiqué à l'époque par le pouvoir lui-même.

Depuis au moins le milieu du siècle dernier, le mot « terroriste » est devenu, à l'inverse, un qualificatif presque exclusivement péjoratif et sert presque toujours à désigner l'adversaire (Al Qaeda faisant exception puisque certains de ses chefs affirment ouvertement vouloir terroriser les « ennemis d'Allah »). Durant la seconde guerre mondiale, le mot « terroriste » fut d'ailleurs utilisé abondamment par les troupes d'occupation allemandes pour désigner les sabotages ou assassinats commis par ceux que l'histoire retiendra comme des « résistants ». Dès lors, la production d'une définition communément admise du « terrorisme » devient particulièrement difficile : le terroriste de l'un est le combattant de la liberté de l'autre. L'attribution du label « terroriste » plutôt que « résistant » est donc en lui-même un champ de bataille opposant les pouvoirs institués et ceux qui leur résistent pour la conquête des opinions publiques. Comment le pouvoir peut-il tenter d'imposer son point de vue ?

La première stratégie consiste à proposer une définition dont le contenu idéologique est ouvertement affirmé : le terroriste, c'est celui qui s'attaque au « bon » système politique, celui que défend le pouvoir lui-même. Il y a un siècle et demi, Victor Hugo donnait un modèle presque canonique de ce type de définition : « *Le terrorisme et le communisme combinés se prêtant mutuellement appui ne sont autre chose que l'antique attentat contre les personnes et contre les propriétés*¹ ». Dans ce discours, ce qui fait le terrorisme, ce n'est pas tant les moyens employés que la cible visée : « nos » valeurs, « notre » mode de vie. George Bush assurément s'accommoderait volontiers d'une telle définition, qui déclarait à une réunion de membres du congrès le 23 octobre 2001 : « *L'objet du terrorisme est de nous force à changer notre mode de vie, à battre en retraite, à être ce que nous ne sommes pas* » (site du Département d'État Américain)².

¹ Victor Hugo, *Choses vues*, Laffont, coll. « Bouquins », 1987, p. 1040.

² <http://www.state.gov/s/ct/rls/rm/2001/5559.htm>

Mais une partie de la pensée de gauche y souscrit également, fût-ce implicitement. Ainsi, un philosophe aussi nuancé que Michael Walzer, tentant de définir dans quelle situation extrême tous les moyens pourraient être bons contre un adversaire, suggère que ce serait le cas si était en jeu « *la fin d'un mode de vie autant qu'une somme de vies particulières, la disparition des "gens comme nous"* »³. L'idée que le terrorisme est dans l'intention du terroriste, dans la finalité qu'il vise est évidemment confortable pour le pouvoir en place, mais elle présente un inconvénient majeur : elle peut difficilement susciter l'adhésion en dehors de la population directement visée (et encore). Dans le monde globalisé où les conflits se jouent aussi sur le terrain de l'opinion publique mondiale, on ne peut construire des alliances qu'en faisant du terrorisme un acte objectivement condamnable, et non pas seulement aux yeux du pouvoir qui s'exprime, ni même des gens « comme nous ».

En dehors de toute considération morale et du simple point de vue de l'efficacité rhétorique, tout pouvoir institué a donc intérêt à produire une définition « opérationnelle » du terrorisme, basée non sur les intentions mais sur les moyens mis en œuvre. De telles définitions existent, comme par exemple celle de l'encyclopédie virtuelle et collective *Wikipédia* : « *Le terrorisme consiste en la pratique, par une personne, un groupe ou un État, de crimes violents destinés à produire sur leur cible (la population) un sentiment de terreur souvent bien supérieur aux conséquences réelles de l'acte. Le terrorisme vise la population civile en général ou une de ses composantes, une institution ou la structure d'un État* ». Mais ce type de définition pose un autre problème aux pouvoirs en place : peu d'entre eux peuvent alors s'exempter de toute suspicion de terrorisme. Ainsi, à partir de la définition simple proposée par Walter Laqueur : « *l'usage systématique du meurtre, de la violence physique ou de la destruction, ou la menace de cet usage, à des fins politiques* »⁴, il n'est pas difficile de montrer que toute guerre est une entreprise terroriste, ce qui n'est certainement pas l'intention de l'auteur. On peut envisager, de manière plus restrictive, une définition centrée sur le ciblage explicite de civils. Même ainsi, comme le montre Jean-François Kahn⁵, les démocraties occidentales peuvent difficilement apparaître comme innocentes tant par leur histoire (Hiroshima, Dresde), que dans l'actualité (les bombardements de Bagdad ou de Falloudjah, dans la guerre contre l'Irak).

Les pouvoirs ont donc généralement adopté une troisième stratégie : laisser le « terrorisme » dans l'impensé. Le mot

³ *De la guerre et du terrorisme*, Paris, Bayard, 2004, p. 70.

⁴ *No End to War : Terrorism in the 21st Century*, New York, Continuum, 2004, p. 238.

⁵ *Le Camp de la guerre*, Paris, Fayard, 2004.

lui-même doit constituer par sa seule invocation un instrument de terreur et de justification des politiques « anti-terroristes ». Sur ce point, Bush, Blair et Poutine semblent bien d'accord. Dans la foulée, il est décisif de disqualifier à l'avance toute tentative d'explication du phénomène terroriste ; toute tentative d'analyse causale risque de faire apparaître chez les terroristes des motivations que nous pourrions partiellement partager : la pauvreté, la domination, l'humiliation, la soif de justice ou de dignité. Dès lors que le terroriste serait ainsi partiellement « humanisé », il cesserait de constituer le mal absolu, contre lequel toute forme extrême de répression et de contrôle constitue, précisément, un « moindre mal ». Pour que le discours fonctionne, le terrorisme doit rester incompréhensible. Mais il est clair que ce dernier choix, celui du « brouillard », porte lui aussi sa faiblesse : il rend cognitivement inconsistante la rhétorique anti-terroriste face à une opinion publique dont le niveau d'éducation et de méfiance s'accroît (en dépit des médias, dont la lucidité progresse plus lentement). La meilleure preuve en est sans doute l'échec psychologique avéré de la politique américaine qui en cinq ans, a non seulement dilapidé le capital de sympathie accumulé après l'attaque du 11 septembre 2001, mais a suscité un niveau global d'hostilité presque équivalent à celui qui prévalait lors de la guerre du Viêt-Nam. Le terrorisme, mot du pouvoir, peut donc à tout moment se retourner contre lui.

Marc JACQUEMAIN

Gérard Challiand et Arnaud Blin (dir), *Histoire du terrorisme, de l'Antiquité à Al Qaeda*, Paris, Bayard, coll. « Essais », 2004 ; Richard Clarke, *Contre tous les ennemis. Au cœur de la guerre américaine contre le terrorisme*, Paris, Albin Michel, 2004 ; Walter Laqueur, *No End to War. Terrorism in the Twenty-first Century*, New York, Continuum, 2004 ; Michael Walzer, *De la guerre et du terrorisme*, Paris, Bayard, 2004.